



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !

Championnat national de D1



P7

Démarrage réussi

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 15 Septembre 2016 N° 120 - Prix 250 F CFA

La réussite du sommet sur la sécurité maritime

Une affaire de tous P4

Tournée nationale de l'ANC et du CAP 2015

FABRE et compagnie se moquent du sommet sur la sécurité maritime P3

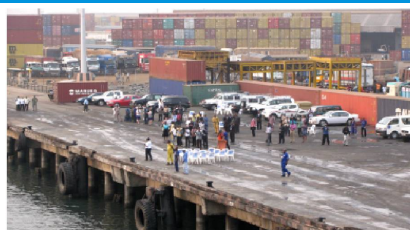
Hépatite virale B et C

Modes de transmission P6

L'OTR à l'écoute des opérateurs économiques

Des liens renforcés avec la zone franche P5

Sommet de l'UA sur la sécurité maritime



Le Port Autonome de Lomé dans un état piteux P4

Confidentiel/ Le gouvernement Klassou vers un profond remaniement après le sommet sur la sécurité maritime



Plusieurs ministres Bientôt sur le banc de touche P3

Réactions au sujet de la crise post-électorale au Gabon

Zeus AJAVON P2
tente désespérément de s'accrocher au CST



Réactions au sujet de la crise post-électorale au Gabon

Zeus AJAVON tente désespérément de s'accrocher au CST

Les résultats provisoires de la dernière présidentielle gabonaise sont connus depuis le 31 août dernier. Ces résultats donnent vainqueur le président sortant Ali BONGO avec 49,8% contre Jean PING, son challenger sérieux, crédité de 48,2%. Depuis l'annonce de ces résultats et comme on pouvait s'y attendre, une vague de contestations s'est emparée des principales villes du pays notamment Port Gentil la capitale économique et Libreville, la capitale politique de cette ancienne colonie française. Le principal candidat de l'opposition rejette la victoire annoncée de l'actuel locataire du « palais de Marbre » du bord de l'Estuaire et demande un nouveau comptage des bulletins car affirme-t-il qu'il est le vainqueur issu du vote des gabonais.

Dans ce qui s'appelle désormais le cas gabonais, des réactions fusent de par le monde. Les USA, la France, l'UE, l'ONU et autres, appellent au respect des résultats qui reflètent la volonté des urnes. A ce jour, les capitales africaines sont restées presque muettes de même que l'UA qui tente de balbutier un peu, par la voix de son président en exercice, le Tchadien Idris DEBI ITNO. Aussi certaines voix africaines tentent-elles de sortir du lot et de donner leurs appréciations sur la crise post-

électorale dans ce pays. A ce jeu de réaction, une réaction a retenu notre attention. Il s'agit de celle de Me Zeus Atta Mensah AJAVON, notre compatriote.

Cet ancien homme politique togolais et actuellement membre de la société civile a déploré le spectacle qu'offrent les deux camps qui revendiquent la victoire au Gabon. Interrogé sur Radio France Internationale (RFI) Me AJAVON estime que ce qui se passe au Gabon jette un discrédit et un déshonneur sur les consultations électorales en Afrique tout en se refusant de prendre position pour tel ou tel autre camp.

Une réaction étonnante pour la forme

Cette réaction mesurée de Me Zeus AJAVON tranche avec son activisme quand on sait que l'homme ne se fait pas prier pour railler sur les régimes en place qu'il juge « **oppressants, dictatoriaux ou monarchiques** ». Mais ce qui est plus étonnant, dans cette réaction, est le fait que ce monsieur réagisse avec le manteau de Coordonnateur du Collectif Sauvons le Togo (CST) qu'il a créé dans la dynamique des contestations contre le pouvoir du Président Faure GNASSINGBE en 2012. Ce mouvement qui était un ramassis des organisations de la société civile et des partis politiques a fait son temps jus-

qu'aux législatives de 2013 où des listes de candidats s'étaient identifiées à ce regroupement indigeste. Une fois les législatives passées, le principal parti membre du CST, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), s'est habilement soustrait du regroupement afin de recréer le Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015) qui a porté, sans succès, le candidat Jean Pierre FABRE à la présidentielle de 2015. Visiblement après le retrait de l'ANC du CST il ne restait plus grand-chose si ce n'est d'autres « **particules** » qui quitteront la barque à la veille de la présidentielle de l'an dernier pour mettre sur pied le Groupe TCHOBOE. Aujourd'hui Me Zeus Atta Mensah AJAVON se prévaut pompeusement coordonnateur d'un regroupement inexistant ou qui a vécu. Cette réaction sur RFI, avec ce titre, sur la situation gabonaise n'est qu'une manœuvre maladroite de repositionnement sur l'échiquier togolais.

Les dernières gesticulations d'un homme politiquement et socialement en fin de carrière

Me AJAVON s'est engagé aux premières heures du pluralisme au Togo. Il est acteur et témoin de l'histoire récente du Togo. Avec l'ancien Premier Ministre monsieur Edem KODJO, il était aux manettes de



l'Union togolaise pour la démocratie (UTD). C'est au sein de ce parti qu'il fera presque toute sa vie d'homme politique. En 1994 il est élu député au nom de ce parti qui totalisera 6 élus derrière le Comité d'action pour le renouveau (CAR), principale formation politique de l'opposition d'alors, avec 34 élus et Rassemblement du peuple togolais (RPT), parti au pouvoir avec 35 députés. Rappelons qu'à ces législatives, l'Union pour la justice et la démocratie (UJD), allié du RPT avait fini 4^{ème} avec 2 députés et la Coordination des forces nouvelles (CFN) de Me KOFFIGOH fermait la marche avec 1 élu.

L'UTD, le parti de Me Zeus dit parti charnière à l'époque a permis au Général EYADEMA de prendre le contrôle du parlement avec la nomination de M. Edem KODJO comme Premier Ministre. Le « caméléon politique » ou le candidat à

rien annoncera son retrait de la vie politique après les législatives boycottées par l'opposition en 2002. Mais en 2007 après l'Accord Politique Global (APG) il sera à la tête d'une liste indépendante dénommée KPATIMA dans le cadre des législatives organisées par le gouvernement d'union nationale de Me Yawovi AGBOYIBO. Il perdra son dernier combat politique. Mais avide du pouvoir, cet avocat, habile manœuvrier, membre des Organisations de Défense des Droits de l'Homme (ODDH) fera son intrusion sur la scène politique à visage couvert avec son fameux CST. Aujourd'hui, à bout de souffle et ne pouvant plus rien créer, le vieux Me Zeus ne peut que s'accrocher désespérément à sa dernière trouvaille qu'il brandit tel un trophée.

SENA LE LIBRE PENSEUR

W ARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION

Pamphile S. NUMENYA

REDACTION

Ezi Akoma
W. Maléki
Achille
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akouvi
Séna Le Libre Penseur

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Révisé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90- 02- 52- 45**

*Retrouvez
votre Journal*

W ARAA
Les Vainqueurs

*chaque jeudi
dans les kiosques*

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Confidentiel/ Le gouvernement Klassou vers un profond remaniement après le sommet sur la sécurité maritime

Plusieurs ministres Bientôt sur le banc de touche

Depuis quelques mois, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé mijote un remaniement ministériel. Initialement prévu en début d'août, ce remaniement a été reporté en raison des préparatifs du sommet de l'Union Africaine sur la Sécurité maritime. On se rappelle encore que c'est en tout début du mois d'août que le gouvernement avait subi un léger remaniement avec le départ du ministre Ayassor. En effet, l'ex ministre de l'économie et des finances devait partir avec pas moins de 8 ministres mais compte tenu des préparatifs du sommet de Lomé, il serait un peu difficile pour d'éventuels nouveaux entrants de bien s'investir dans l'organisation du sommet. Le Chef de l'Etat a alors jugé bon reporter le balayage de sa cours à une autre occasion. Selon nos sources, ce remaniement aura lieu avant la fin de cette année ou en début de l'année prochaine. Ce qui retient l'attention est que c'est une profonde mutation que Faure Gnassingbé veut opérer. Plusieurs Directeurs de sociétés d'Etat ou

parapubliques et certains préfets seront aussi remerciés.

Parlant du gouvernement, 8 ministères seraient dans le collimateur du président Faure. Il s'agit des ministères de l'enseignement supérieur, l'agriculture, le commerce, les affaires étrangères, l'environnement, l'économie numérique, les transports. Le ministère de la défense pourra aussi revenir au gouvernement avec un nouveau patron. On se rappelle que ce ministère n'a plus existé depuis le départ de Kpacha Gnassingbé. Mais selon les mêmes sources, le Premier ministre conservera son poste.

Les raisons du remaniement

Le président Faure s'est finalement rendu compte que le gouvernement Klassou n'est pas très dynamique. Il ne comble pas les attentes des togolais qui finalement commencent à perdre es-



PM, Komi Sélo Klassou

poir. Aussi les dérives de certains ministres ne font qu'écorner l'image du président qui a promis un mandat social à son peuple.

Il faut aussi souligner que même si les travaux sont en cours, Faure Gnassingbé est en partie resté sur sa soif en ce qui concerne l'exécution du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC). Et pourtant, il veut que ce programme soit vite exécuté pour que la pauvreté soit considérablement réduite avant les législatives de 2018 qui probablement pourront être couplées avec les élec-

tions locales. Avec les travaux du HCRRUN, il est possible que les réformes soient opérées avant ces échéances électorales. Si c'est le cas, les élections seront plus rudes et le parti UNIR ne pourra s'en sortir que si des actions de tailles sont menées d'avance pour l'épanouissement des populations. C'est cette

question des élections qui fera probablement partir certains directeurs de sociétés à l'instar de Fogan Adegnon. Certains préfets perdront aussi leur poste. En effet, Faure Gnassingbé veut rapidement placer des personnes plus ou moins aimées par les populations à des postes de responsabilité. En plus, il y a des togolais de la diaspora qui frappent à la porte du Pays, et le président est disposé à leur ouvrir pour qu'ils viennent apporter leur savoir-faire au développement du Togo.

L'autre raison importante du remaniement en pers-

pective est l'approche imminente du congrès électif du parti UNIR. Faure Gnassingbé veut libérer certains ministres pour leur confier la gestion du parti. Il faut toutefois rappeler que l'accord UFC-UNIR est toujours en cours. D'ailleurs, le parti de Gilchrist est en train de demander plus de portefeuilles. UNIR pour sa part fait de son mieux pour s'entendre avec ce parti historique afin de ne pas donner raison à l'ANC qui pense que composer avec le gouvernement c'est composer avec le diable.

Il faut donc retenir que Faure Gnassingbé veut mettre de l'ordre dans sa maison. Même si certains ministères ne sont pas immédiatement touchés, une simple gaffe peut leur faire regagner le banc de touche. Surtout en ces temps où le Togo se prépare à renouer avec les grandes rencontres internationales, les ministres, tout comme les personnes qui ont des postes de responsabilité doivent alors « mouiller de maillot » s'ils tiennent à leurs postes.

Waraa

Tournée nationale de l'ANC et du CAP 2015

FABRE et compagnie se moquent du sommet sur la sécurité maritime

L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) et les partis membres du Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015) lancent, à partir du 17 septembre prochain, une tournée nationale de sensibilisation et de mobilisation des populations sur la question des réformes constitutionnelles et institutionnelles au Togo. Cette tournée qui s'ébranlera de Sokodé après-demain sillonnara toutes les grandes villes du pays à savoir Kara, Dapaong, Atakpamé, Tsévié, Kpalimé, Avé, Aného ... avant de chuter à Lomé le 14 octobre prochain, veille de la clôture du sommet des Chefs d'Etat et de gouver-



nement sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique.

Cette tournée qui a pour objectif affiché, la sensibilisation et la mobilisation des togolais sur les réformes politiques vise à n'en plus douter, la perturbation du prochain sommet de Lomé que no-

tre pays s'honore d'abriter sous l'égide de l'Union Africaine (UA). Si non comment peut-on comprendre cette concordance de calendrier ? Comment expliquer qu'après les travaux du HCRRUN sur ces mêmes réformes et surtout le climat d'apaisement qui y a prévalu, où un large consensus a été trouvé par

les différents acteurs afin de rendre effectives les réformes au Togo, qu'un parti politique ou un regroupement de partis décide d'agiter la rue ?

Le chef de file de l'opposition qui a déjà annoncé qu'il ne prendra pas part au sommet de Lomé affiche, à suffisance, sa volonté de faire échec à cette rencontre de portée mondiale qui permettra au Togo avec l'organisation des grandes rencontres et aussi de récolter les fruits de l'économie bleue.

En de pareilles situations et sous d'autres cieux, les adversaires décrètent une trêve politique car c'est l'intérêt national qui

est en jeu. Une union sacrée autour de cette vision économique partagée devrait être observée puisque c'est notre cause commune. Ne pas le faire est une trahison. Jean Pierre FABRE et les siens doivent comprendre qu'ils sont sur une pente glissante et à ce titre ils ont en face d'eux un carton rouge. Ils doivent savoir que pour rien au monde le Togo et la communauté internationale n'accepteront un quelconque échec. Avec ou sans eux le sommet sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique aura lieu.

SENA LE LIBRE PENSEUR

Sommet de l'UA sur la sécurité maritime à Lomé

Le Port Autonome de Lomé dans un état piteux

Dans quelques jours, le Togo va accueillir de milliers de personnes dans le cadre du sommet de l'Union Africaine sur la sécurité maritime. En prélude à cette rencontre de haut niveau, on remarque un peu partout dans la capitale togolaise des travaux de nature à rendre plus attrayante la ville rien qu'à visiter le grand carrefour de GTA et certains quartiers de la ville on perçoit les effets du sommet de Lomé. A entendre certaines personnes qui meurent d'admiration la ville ces derniers temps, Lomé serait la plus belle ville s'il abritait chaque année le sommet sur la sécurité maritime.

En plus des travaux d'entretien et de nettoyage de la ville on remarque depuis quelques semaines une forte présence des policiers et des gendarmes au niveau du quartier administratif. Les voitures sont fouillées minutieusement. Les autres usagers de la route sont obligés dans cette zone de montrer leur carte d'identité et de faire fouiller leurs



sacs avant de passer. Ce qui est bien normal quand on sait qu'aucun pays n'est épargné aujourd'hui par des attaques terroristes. Mais apparemment, le gouvernement semble s'occuper de tout sauf l'essentiel. En effet, le Port Autonome de Lomé qui est la porte d'entrée au Togo par voie maritime est laissé pour compte à quelques jours du démarrage du sommet.

Contrairement à d'autres pays qui sont sur le littoral ouest africain, le Togo a un Port en eaux profondes ce qui lui permet d'être la destination privilégiée de plu-

sieurs navires qui arrivent dans la sous-région. Le gouvernement pour sa part met beaucoup de moyens pour mettre en place des infrastructures de pointes pour rendre plus efficace le port. Pendant que ce port est en train d'être équipé avec l'appui du groupe Bolloré pour engranger beaucoup de milliards, son cadre même laisse à désirer. Les rues à l'intérieur du port tout comme les rues inter-parcs sont délabrées avec des odeurs nauséabondes par endroits. Et pourtant, le port est l'une des structures au Togo qui brassent des milliards par an.



A l'heure où on parle de sécurité maritime, beaucoup d'attention doit être accordée à notre port. Une fois à Lomé, les personnalités des pays étrangers chercheront à visiter ce fameux port dont on vente régulièrement les mérites à l'extérieur. Si rien n'est fait rapidement pour changer l'image du port, c'est le Togo qui sortira rabaissé parce qu'il ne peut pas prétendre lutter contre l'insécurité maritime sans pour autant mettre les moyens pour retaper là où les navires doivent accoster.

Il faut aussi rappeler que plusieurs opérateurs éco-

nomiques se plaignent souvent de la perte de leurs marchandises. Ce qui n'est pas de nature à rassurer les opérateurs économiques qui veulent s'installer au Togo. Visiblement, le directeur du port a déjà tout donné. Il n'est plus en mesure de redonner un nouveau souffle au port. Il est alors temps de réorganiser très rapidement la plateforme portuaire pour que le Togo gagne plus en crédibilité dans tous les domaines après le sommet de Lomé.

Jack NUKUNU

La réussite du sommet sur la sécurité maritime

Une affaire de tous

Le Togo s'apprête à abriter le sommet sur la sûreté, la sécurité maritime et le développement en Afrique. En effet, du 10 au 15 octobre 2016, Lomé notre capitale sera sous le feu des projecteurs du monde entier où se discutera l'avenir des mers par lesquelles transitent les 3/4 des marchandises dans les échanges commerciaux. Ce grand évènement qui constitue une première en Afrique, a été voulu et négocié par les plus hautes autorités de notre pays notamment le Chef de l'Etat qui veille personnellement nuit et jour au succès de cette grande rencontre.

Déjà, les préparatifs vont bon train. Après les ex-

perts, les ministres de la justice des 54 pays du continent ont bouclé leurs travaux la semaine dernière avec l'adoption du projet de la charte du sommet. Maintes fois reporté, la fin des travaux préliminaires des experts et des ministres rassure à présent les uns et les autres sur la tenue effective de ce sommet qui changera à terme l'organisation et la gestion de la sécurité sur les mers.

Cette volonté des plus hauts responsables du Togo à réussir ce sommet doit être soutenue par tout le monde. Chaque entité doit jouer sa partition. Depuis quelques jours les commis-

saires du gouvernement descendent sur le terrain pour amener leurs concitoyens à adhérer à cette noble vision du gouvernement. Le préfet maritime pour sa part organise les rencontres avec les pêcheurs sur le long de la côte. Les chefs de cantons, les prêtres traditionnels, les religieux etc.... sont sensibilisés sur l'importance

de la tenue de ce sommet pour le Togo. Les médias publics et privés sont largement mis à contribution. Dans cette optique, le JASéMA (Journalistes Africains pour la Sécurité Maritime) organise un atelier à Kpalimé sur la thématique afin d'outiller les professionnels des médias à mieux comprendre les enjeux de

la rencontre de Lomé afin d'accompagner le processus avant, pendant et après le sommet.

Comme on le voit, le sommet sur la sécurité maritime est une affaire de tous et chaque togolais où qu'il se trouve et quelque soit son rang doit œuvrer pour sa réussite.

Michel Tchadja

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201

Renseignements

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

L'OTR à l'écoute des opérateurs économiques

Des liens renforcés avec la zone franche

L'OTR au-delà de sa mission fiscale a une mission économique qui consiste à accompagner les opérateurs économiques, être à leur écoute, recenser leurs difficultés et les aider à être beaucoup plus compétitifs. L'office dans sa mission donc d'offrir un meilleur service aux opérateurs économiques a choisi traiter avec tous les secteurs d'activités. Dans cette optique, un atelier de réflexion sur le partenariat OTR-Zone franche a été ouvert hier à Lomé. Cette rencontre qui se referme aujourd'hui permettra aux agents de l'OTR d'échanger avec ceux de la zone franche pour le renforcement des liens



qui existent déjà entre eux.

« Ils'agit de renforcer les liens de partenariat entre l'OTR et les sociétés qui évoluent en zone franche au Togo. Vous savez que la zone franche est pour notre pays une opportunité de création d'emplois et également une opportunité de création de richesses. Nos entreprises qui évoluent aujourd'hui au niveau

de la zone franche, ont besoin de pactiser avec l'office pour un meilleur traitement. L'office veut offrir un service de qualité dans ce sens que nous voulons les aider à réduire les coûts et à être donc plus rapide dans les formalités de dédouanement. », nous a expliqué Kodzo Adedze, Commissaire des Douanes et des Droits Indirects à l'OTR. Le Commissaire Général



a pour sa part rassuré dans son discours d'ouverture que si les échanges sont menés sans ambages, les résolutions arrangeront toutes les parties.

Pour M. Atsouvi Yawo Sikpa, Directeur Général Adjoint de la zone Franche, la préoccupation majeure de la zone franche est l'interprétation et l'application des textes. « Nos préoccupations c'est que les tex-

tes que nous appliquons soient bien compris par toutes les parties. Il y a ce petit problème souvent d'interprétation de certaines dispositions. Nous profiterons de l'occasion pour échanger avec nos partenaires de l'OTR pour nous mettre d'accord sur l'application de ses dispositions, a-t-il fait savoir.

Jack NUKUNU

Aperçu général sur les performances de l'Office Togolais des Recettes

L'Office Togolais des Recettes, né de la volonté du Gouvernement de maximiser et de sécuriser la collecte des recettes publiques, est opérationnel depuis janvier 2014. L'OTR a depuis lors engagé des réformes dans le souci d'offrir des services de qualité aux contribuables, d'une part, et de lutter efficacement contre la fraude et la corruption, d'autre part.

Plus de deux ans et demi d'activités après, le bilan est plus que satisfaisant et l'OTR dans sa politique de transparence se doit de partager les informations avec le public comme il le fait périodiquement avec la presse, principal partenaire pour sa communication.

Les performances de l'Office Togolais des Recettes toujours au-delà des objectifs assignés

L'Office Togolais des Recettes, depuis son opérationnalisation en 2014, a toujours dépassé les objectifs budgétaires qui lui sont assignés par le Gouvernement. En effet, par rapport aux objectifs de 2014 et 2015, il a enregistré respectivement des taux de réalisation de 110% et 107% malgré les défis et contraintes liés à la mise en route des réformes.

Les recouvrements de l'OTR en constante augmentation d'année en année

Les recettes collectées par l'OTR sont en perpétuel accroissement avec un rythme relativement constant. Entre 2013 et 2015, les recettes fiscales ont connu une hausse de 27,9%. Si le taux d'accroissement des recettes entre 2013 et 2014 a été de 13,5%, la hausse enregistrée entre 2014 et 2015 est de 12,7%

En se référant aux recettes collectées au cours des premiers semestres, on note une hausse de 32,5% sur la période 2013-2016.

En effet, après un faible accroissement entre 2013 et 2014, les recouvrements de recettes budgétaires aux premiers semestres ont connu des accroissements très significatifs en 2015 et en 2016, soit respectivement 12,4% et 17,2%.

Les recettes liquides de plus en plus importantes

Les recettes budgétaires liquides sont en nette évolution entre 2013 et 2015. Sous le vocable de recettes liquides, il faut entendre la part des recettes recouvrées qui sont susceptibles d'être utilisées effectivement pour faire face aux dépenses de l'Etat. En d'autres termes, c'est la différence entre les recettes brutes

recouvrées et **les recettes non liquides.**

Sont considérées comme recettes non liquides, l'ensemble des recettes qui échappent aux caisses de l'Etat suite aux avantages fiscaux accordés par l'Etat à certains contribuables sous forme d'exonérations, de chèques trésor (**dépenses fiscales**) auxquels s'ajoutent les prélèvements opérés sur les recettes fiscales pour subventionner les produits pétroliers (Soutien à la politique pétrolière- SPP). Entre 2013 et 2015, les recettes budgétaires liquides ont connu un taux d'accroissement substantiel de 44,1%. On note une hausse des dites recettes de 26,6% entre 2013 et 2014.

La tendance haussière des recettes liquides se confirme au cours des premiers semestres.

De 2013 à 2016, les recettes budgétaires liquides recouvrées au cours des premiers semestres dégagent un taux d'accroissement de 51,2%

A l'analyse de l'environnement des activités de l'OTR, l'on se rend à l'évidence que ces performances ont été possibles grâce :

- „h à la rigueur dans le processus de collecte des recettes ;
- „h aux différentes réformes visant à rendre des services de qualité aux contribuables ;
- „h aux mesures prises pour sécuriser la collecte des recettes à travers notamment la collecte des recettes par les banques ;
- „h le renforcement du contrôle fiscal et de l'analyse des risques ;
- „h à la lutte engagée contre la fraude et la corruption ;
- „h à la communication et à la sensibilisation des contribuables ;
- „h à la collaboration des contribuables et des partenaires.

L'OTR saisit le créneau que lui offrent ses partenaires de la presse, pour rendre hommage au Chef de l'Etat et à son Gouvernement pour l'appui constant dont il bénéficie dans la réalisation de sa mission. L'Office salue le sérieux et la collaboration des contribuables qui ont accepté prendre le train de la transparence et invite les autres à leur emboîter le pas.

Enfin, l'Office demeure reconnaissant à tout le public togolais qui, sans cesse, contribue à lutter contre la corruption en appelant le n° vert **8280**.

Source : Office Togolais des Recettes

Hépatite virale B et C

Modes de transmission

Dans notre précédente parution nous avons dans l'article titré « Lutte contre l'hépatite virale : Une maladie qui tue des millions de personnes en secret » avancé que l'hépatite virale est une infection du foie provoquée par 5 virus districts de l'hépatite notamment A, B, C, D et E. même si ces 5 virus peuvent tous provoquer une maladie grave on constate que le B et le C sont plus dangereux. Le plus grand nombre de décès résulte du cancer et de la cirrhose de foie qui surviennent après plusieurs années d'hépatite B ou C. nous avons également souligné que selon l'OMS, 1 milliard de personnes dans le monde est infecté par l'hépatite virale et 95% des personnes infectées n'ont pas conscience de leur infection. Ce qui fait

que le B et le C déciment près de 1,5 millions de personnes dans le monde. Dans la région africaine, l'hépatite B touche environ 100 millions d'individus. Selon les estimations, 19 millions d'adultes de la région souffrent d'une infection chronique d'hépatite C. dans cette nouvelle livraison, nous mettons un accent sur les modes de transmission.

L'hépatite B est causée par le virus de l'hépatite B qui se transmet par 4 voies notamment le sang contaminé par le virus, la transmission mère à l'enfant, la voie sexuelle et la transmission intra familiale. Parlant de la transmission par le sang contaminé par le virus, cela peut être possible par l'usage des objets



souillés par le sang contaminé. Il peut s'agir des lames de rasoir, des lames pour scarification, des aiguilles de seringue et du matériel de tatouage. En ce qui concerne la transmission mère à l'enfant, le nouveau-né peut être infecté lors de son passage à travers les voies génitales de la mère porteuse du virus. L'infection de la mère au 3^e trimestre de

la grossesse peut aussi contaminer le fœtus. Les menaces d'avortement chez la mère contaminée est une possibilité de contamination du fœtus. Par voie sexuelle, le sperme contaminé, la sécrétion vaginale contaminée, l'écorchure au niveau de la muqueuse vaginale et l'écorchure au niveau du pénis sont des possibilités de transmissions. Par voie

intra familiale, la salive contaminée surtout chez les enfants de moins de 5 ans et la plaie chez les enfants contaminés sont des portes ouvertes à la transmission du virus de l'hépatite B.

Causé par le virus de l'hépatite C, l'hépatite C se transmet essentiellement par le sang contaminé et des objets souillés par le sang comme les lames, les objets de tatouage, les matériels chirurgicaux et de dentiste. Mais on note également quelques cas de transmission par voie sexuelle. Dans nos prochaines parutions nous parlerons des symptômes de ces virus et comment prévenir et éviter cette maladie qui décime silencieusement de milliers de personnes.

L. KAWANA

Gabon/Bataille de communication avant le verdict de la cour constitutionnelle

Après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle gabonaise, parla la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP) et annoncée par le ministre de l'Intérieur, le mercredi 31 août 2016, déclarant le candidat Ali Bongo Ondimba élu président de la République du Gabon avec 49,80% de suffrages exprimés, le peuple gabonais est désormais soulagé. Une très forte pression vient de tomber. Celle d'une attente insoutenable de ces résultats. Malheureusement, ceux-ci ont ouvert la voie à une situation chaotique dans laquelle vient de se plonger le Gabon. Pour combien de temps ? Nul ne le sait. Pour l'instant, la situation semble se normaliser en ce qui concerne les violences.

La nuit du mercredi au jeudi 1^{er} septembre 2016 a été très mouvementée. Les rues de Libreville et de plusieurs autres villes de province, dont Port-Gentil se sont transformées en théâtre d'affrontement entre des personnes qui contestent la victoire d'Ali Bongo et les forces de défense et de sécurité. Les Gabonais se sont réveillés le jeudi 1^{er} septembre avec des images de guérilla urbaine sur toutes les chaînes de télévision du monde. Comme en 2009, lors de l'élection présidentielle, le Gabon est à nouveau possédé par « les forces démoniaques de la violence et de la destruction », comme le disent des Gabonais interrogés. L'Assemblée nationale a été brûlée et pillée.

« Des étrangers parmi les manifestants au Gabon »

D'autres symboles de l'Etat que les médias, le même jeudi matin, ont subi également des tentatives de destruction par des individus que le ministre de l'In-

térieur, qualifie « d'assailants », parce que pour lui, « des militants et sympathisants politiques ne peuvent s'adonner à ce genre de destruction, et parce qu'ils possèdent des armes de guerre de différents calibres, qu'ils ont utilisées contre les forces de l'ordre ». L'hôtel de ville de Libreville et un commissariat ont été également incendiés, plusieurs véhicules brûlés, des immeubles et des habitations, des hôtels etc... ont été vandalisés, pillés et brûlés. Selon le ministre de l'Intérieur, qui a échangé avec la presse nationale et internationale à la présidence de la République, l'après-midi du jeudi 1^{er} septembre, (après le point de presse du Président Ali Bongo), ces « assailants ont un comportement contraire à ce qu'on devrait voir dans une démocratie ». Le Sénat et la radiotélévision gabonaise ont subi également des tentatives d'incendie, mais des véhicules ont été brûlés au Sénat. Ces manifestants ont aussi pillé de grands magasins, des épiceries, des boutiques, des entreprises et certains d'entre eux ont été incendiés. Le boulevard triomphal de Libreville a été un véritable champ de bataille. Le journal gouvernemental *L'Union* a été également saqué et brûlé. À l'intérieur du pays, notamment à Port-Gentil, des véhicules, des marchés, des magasins et des bâtiments publics ont été vandalisés, pillés et brûlés. Le ministre de l'Intérieur répondant aux questions de la presse, a affirmé « qu'environ 1 000 individus sont arrêtés par les forces de l'ordre et de sécurité et parmi eux, il y a plusieurs personnes de nationalité étrangère ». Par contre, le ministre n'a pas répondu à la question sur le sort réservé à ces personnes aux mains des forces de l'ordre, question posée par une journaliste étrangère. Il a aussi omis de dire que des véhicules des forces de l'ordre et de sécurité ont été vus par des journalistes avec plusieurs marchandises provenant de magasins pillés au même titre que des manifestants transportant des ordinateurs, imprimantes, télévisions etc. dans des brouettes.

Accusations de fraude qui sèment le trouble dans les esprits

En fin d'après-midi, toujours le jeudi 1^{er} septembre, tous les médias nationaux et internationaux étaient donc conviés au palais présidentiel pour une conférence

de presse par le chef de l'Etat. Le Président Ali Bongo a d'abord déploré les trois victimes (Aujourd'hui, cinq morts) et de nombreux blessés, suite à ces affrontements entre les forces de l'ordre et de sécurité et ces manifestants qui en réalité se proclament militants du candidat Jean Ping. Selon eux, « ils ont manifesté pour contester la victoire du candidat Ali Bongo aux dépens de leur candidat, Jean Ping ». Le Président élu, qui attend donc la confirmation de son élection par la Cour constitutionnelle du Gabon, a dit aux médias que « la démocratie s'accommoderait mal de la prise d'assaut d'un Parlement. Il a aussi dit, « j'ai beaucoup de respect pour les régimes démocratiques, voilà pourquoi j'ai moi-même demandé la venue au Gabon de 1 200 observateurs internationaux... Je n'ai pas voulu intervenir dans quoi que ce soit dans le processus électoral etc... J'ai beaucoup de respect pour la démocratie qui est difficile à mettre en œuvre. Beaucoup de nations s'y attellent depuis de nombreuses années et travaillent toujours... ». Pour lui, les gagnants de cette élection présidentielle « sont les 1 800 000 Gabonais » avec qui il va travailler pour développer le Gabon. Et les perdants « sont ces groupuscules qui veulent détruire le pays ». Il a également félicité et encouragé les forces de l'ordre et de sécurité qui font

un travail difficile pour maintenir l'ordre public dans le pays et rétablir la paix au Gabon.

Des partis politiques de l'opposition se rallient à Ali Bongo

En fin d'après-midi, le candidat Jean Ping, a lui aussi convié tous les médias nationaux et étrangers à son quartier général au quartier du Charbonnage à Libreville. Il s'est dit « vainqueur de cette élection présidentielle et a le soutien de la France, de l'Union Européenne et des Etats-Unis qui demandent le recomptage des voix, bureau par bureau afin de faire la lumière sur les résultats de cette élection présidentielle ». Jean Ping a également évoqué des cas de corruption de ses propres représentants dans certains bureaux de vote, notamment dans la région natale d'Ali Bongo Ondimba, dans le Haut-Ogooué, à qui « on a donné beaucoup d'argent ». Le problème, c'est que ces représentants de Jean Ping, qui ont fait une déposition devant un huissier de justice, disent dans ce document, « avoir reçu de l'argent (plusieurs millions) de personnes dont ils ignorent les noms, qu'ils ne connaissent pas et dont ils ne se rappellent pas les visages ». Ces propos ont donc semé beaucoup de troubles dans l'esprit des journalistes et sont utilisés par le camp d'Ali Bongo contre ces accusa-

Championnat national de D1 Démarrage réussi



Les 14 clubs engagés dans le championnat national de football de première division ont retrouvé le chemin des pelouses dimanche à la faveur de la première journée du championnat national de football. La grande surprise est venue de Tchamba où l'US Koroki de la localité a écarté Anges de Notsè sur un score de 3 buts à 0, une défaite qui a d'ailleurs poussé le coach des Anges Jules Koudjodji à jetté

qui a fait le plus long voyage de la journée à su tirer son épingle du jeu en s'imposant à Dapaong devant Foadan 1 but à 0, Gbikinti a également fait bon impression à domicile devant ASKO de Kara battu 2 à 0. Le coup d'envoi de ce championnat a été donné par le colonel Guy Akpovy président de la fédération togolaise de football sur le match AS OTR - Semassi de sokodé au stade municipal de

Lomé en présence du ministre des sport Guy Madje Lorenzo. Match soldé sur un score de parité 0 but partout. Déplacement fructueux pour Maranatha de Fiofio qui a battu à Kegue le Dynamique togolais Dyto 1 but à 0 ; Gomido a été accroché par l'AS Togo Port 1 but partout puis Unisport de Sokodé a surclassé Kotoko 1 but à 0.

James

Classement D1 1ere journée

1 Koroki	03 pts +3
2 Gbikinti	03 pts +2
3 Agaza	03 pts +1
4 Maranatha	03 pts +1
5 Unisport	03 pts +1
6 Semassi	01 pts 0
7 Tgoport	01 pt 0
8 Gomidi	01 pt 0
9 As Otr	01 pt 0
10 Dyto	00 pt -1
11 Kotoko	00 pt -1
12 Foadan	00 pt -1
13 Asko	00 pt -2
14 Anges	00 pt -3

CAN 2017

Claude Leroy dévoile son programme de préparation

A quatre mois du coup d'envoi de la phase finale de la coupe d'Afrique des nations de football, le technicien français des Eperviers Claude Le Roy a dévoilé ses intentions quant au programme de préparation de l'équipe nationale du Togo au cours d'une conférence de presse qu'il a animé au siège de la Fédération Togolaise de Football. Par rapport à ce programme, un match amical de préparation est prévu le 04 Octobre prochain contre l'Ouganda et le 9 contre une sélection à déterminer. Dans le cadre de la journée FIFA, un stage est prévu au Maroc en début du mois de Novembre pour un match amical contre les lions de l'Atlas du Maroc. Ces préparatifs prendront une autre allure avec un camp d'entraînement qui est prévu à partir du 1^{er} janvier au Sénégal et à Dubaï.

Les Eperviers se sont qualifiés en extrême le 04 septembre der-



nier pour la coupe d'Afrique des nations de football. Une qualification qui a agréablement surpris les togolais même le staff technique dont Claude Le Roy qui a estimé qu'il était là plutôt pour la CAN 2019 mais étant qualifié un peu tôt il attend le tirage au sort le 19 Octobre prochain afin de mieux se prononcer sur l'objectif de cette CAN. Le Togo lors de sa dernière participation en 2013 a atteint les quarts de finale.

James

Gabon/Bataille de communication avant le verdict de la cour constitutionnelle

Suite de la p 6

tions de Jean Ping. Concernant les résultats d'Ali Bongo dans sa région, qui sont contestés, les Occidentaux oublient aussi de demander également le recomptage des voix dans les bureaux de vote dans la région de Jean Ping, qui a eu aussi un score très élevé dans ces bureaux de vote. Dans la soirée, un groupe d'opposants constitué de quinze partis politiques de l'opposition a également réuni toute la presse pour une conférence. Leur porte-parole, Bonaventure Nzigou, a déclaré que ces quinze partis politiques de l'opposition « reconnaissent la victoire d'Ali Bongo » et « se rallient à lui » en le félicitant pour « cette brillante réélection ». C'est donc une sérieuse défection des soutiens politiques de Jean Ping qui peut être déterminante pour la suite du bras de fer entre ces deux rivaux politiques. Le lendemain vendredi 2 septembre, l'ancien Premier ministre d'Ali Bongo, Raymond Ndong Sima, candidat à cette élection présidentielle convoqué à son tour les médias pour un point de presse à l'hôtel Radisson de Libreville. Pour lui, « cette élection a été mal préparée et a pour conséquence ces

violences postélectorales qui divisent les Gabonais ». Il dit aussi : « j'ai donc déposé un recours en annulation auprès des autorités compétentes, pour faire annuler ces résultats qui donnent Ali Bongo vainqueur ». Dans la journée de vendredi 2 septembre, le ministre gabonais des Affaires étrangères a reçu les ambassadeurs de France, des Etats-Unis, de l'Union Européenne, de Côte d'Ivoire et du représentant des Nations-Unis pour échanger avec eux sur la situation chaotique au Gabon. Le lundi 5 septembre, les choses semblent s'accroître dans le camp du Président élu. Les médias sont à nouveau convoqués pour une conférence de presse animée par le porte-parole d'Ali Bongo, Alain Claude Bili By Nze et du ministre de l'Intérieur pour parler des mercenaires et hacker ivoiriens arrêtés par les forces de l'ordre et de sécurité. Le dispositif sécuritaire est encore plus allégé. La vie reprend progressivement dans toutes les provinces du pays, mais surtout à Libreville, où toutes les caméras du monde sont braquées. Les banques, administrations et sociétés ont ouvert leurs portes pour le plus grand bonheur des Gabonais. Dans la soirée, certains maquis, bars et restaurants ont commencé à ouvrir. On a pu voir plusieurs jeunes attablés dans ces lieux de vie. Bien entendu, les conversations tournaient principalement autour de ces événements dramatiques qui ont ébranlé le Gabon. Les boulangeries ont ouvert leurs portes, créant de très longues files d'attente pour refaire des approvisionnements en pain. Le samedi matin 3 septembre, le dispositif sécuritaire à Libreville a été allégé. La vie recommence tout doucement à se remettre en mouvement, pour le bonheur des populations. Mais l'internet est toujours interrompu afin de limiter les informations sur les réseaux sociaux.

Héritage d'Oumar Bongo menacé

Pour l'heure, Libreville, Port-Gentil et les principales villes du Gabon sont encore bouclées et sous contrôle des forces de l'ordre et de la sécurité gabonaise, mais de manière moins visible. Les ambassades et consulats demandent toujours à leurs ressortissants de ne pas sortir de chez eux. Les vols des différentes compagnies aériennes sont fortement perturbés. Plusieurs sont annulés. La tension reste toujours vive sur le terrain et de nombreuses traductions s'activent au niveau national et international pour trouver une voie de sortie honorable pour sauver la démocratie au Gabon et rétablir la paix entre les populations. Malgré cela, la vie reprend au Gabon. D'autres partis de l'opposition s'apprêtent à leur tour à reconnaître la victoire d'Ali Bongo, de manière à isoler progressivement Jean Ping. Les propos de la France contre Ali Bongo, semblent également plus mesurés. La paix qui est considérée comme « le précieux héritage » laissé aux Gabonais par le Président Oumar Bongo Ondimba à son peuple, est aujourd'hui menacée par ses propres héritiers, son fils Ali Bongo et son ancien gendre Jean Ping. Ce dernier considère aujourd'hui, que « les Bongo ont toujours triché pour se maintenir au pouvoir depuis près d'un quart de siècle... et que les rats et les cafards quittent désormais le Parti démocratique gabonais (d'Oumar Bongo) pour le rejoindre », alors qu'il fut membre de ce parti politique et à maintes reprises, ambassadeur, directeur de Cabinet et ministre d'Oumar Bongo Ondimba. Cette sortie de Jean Ping a profondément choqué les Gabonais qui vouent encore beaucoup de respect à Oumar Bongo Ondimba, et cela risque fort bien de se retourner contre lui.

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

AUBERGE de France

BAR RESTAURANT RIVERA
FORMATION HOTELIERE
05 BP : 88 Lomé-TOGO Tél. : 22 51 46 63



PARKING



**Un cadre idéal pour
vos randonnées
d'affaires et de loisirs**

**Connexion Wifi - Chambres climatisées et ventilées
Pizzeria et crêmerie - Parking automobile bien sécurisé**

Site web : www.aubergedefrance.gao.tg

pour vous, nous ne comptons pas le temps

**Parking
sécurisé**

**Agoè Cacavéli,
face à la réserve de la gendarmerie
non loin de l'ancien Bar Caméléon**